



Jeudi 20 janvier 2022, la Direction a convoqué un CTL consacré aux emplois.

Les organisations syndicales locales qui devaient siéger ont décidé d'un commun accord de ne pas participer à cette première convocation : nous ne cautionnons pas la destruction de nos emplois.

Nous avons souhaité vous informer des raisons qui ont motivé cette position **unanime** de tous les syndicats.

STOP ! Nous refusons le massacre des emplois à la DDFIP 73 !

Même si les premières annonces sur les suppressions d'emplois pouvaient être rassurantes avec 3 suppressions d'emplois nettes, dans la réalité ce sont **13 suppressions de postes** qui vont affecter notre département.

Certes, on pourra noter 9 emplois supplémentaires à la suite du transfert des missions des douanes vers la DDFIP, ainsi que de la DDFIP 38 pour la création du futur SGC de Pont de Beauvoisin. Mais on sait d'expérience que les emplois transférés correspondent rarement à la charge réelle de la mission.

SERVICE	Suppressions emplois PLFE 2022			
	Cadres A+	Cadres A	Cadres B	Cadres C
Suppressions fléchées				
Direction	-1			
PCE (antenne Albertville)		-1		
Contributions : 4 emplois de cadres B et 7 emplois de cadres C				
PCRP (antenne de Moûtiers)			-1	
SIE Chambéry (antenne St Jean)			-1	
Trésorerie des Hôpitaux			-1	
SIE Moûtiers			-1	
SGC Aix les Bains				-1
SPFE				-1
SIP Albertville				-1
SIE Chambéry				-1
Direction				-1
EDR				-1
SIP Chambéry (antenne Aix)				-1
TOTAL	-1	-1	-4	-7

Qui plus est, on assiste d'ores et déjà à la précarisation de nos emplois via la contractualisation avec au moins 8 contractuels recrutés fin 2021 sur le département.

Nous constatons de fait que les antennes soi disant pérennes jusqu'en 2026 sont largement fragilisées (*SIE Chambéry antenne de St Jean de Maurienne, PCRP antenne de Moutiers, PDCE antenne d'Albertville, SIP Chambéry antenne Aix-les-Bains*) et qu'une centralisation sur Chambéry à court terme se profile déjà.

Dans un contexte déjà intenable dans de nombreux services, nous dénonçons de nouvelles suppressions d'emplois qui dégraderont encore plus les conditions d'exercice des missions.